

Zeitschrift: Traverse : Zeitschrift für Geschichte = Revue d'histoire
Herausgeber: [s.n.]
Band: 7 (2000)
Heft: 2

Buchbesprechung: Sociabilité et culture ouvrière [sous la dir. de Alain Lemenorel]
Autor: Muheim, David

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 07.04.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

LITERATUR ZUM THEMA COMPTES RENDUS THEMATIQUES

ALAIN LEMENOREL (SOUS LA DIR.)
SOCIABILITE ET CULTURE OUVRIERE

PUR, ROUEN 1998, 102 P., 95 FF.

Ce recueil, acte d'une journée d'études du Groupe de Recherche d'Histoire de l'Université de Rouen tenue en 1995, s'attelle à une relecture de la sociabilité, de l'identité et de la culture ouvrière, à partir d'études localisées dans le Nord de la France. Par ailleurs, cette journée est dédiée à la valorisation d'une approche «plus culturelle et anthropologique des pratiques et des mécanismes de reproduction sociale, [...] une approche plus sensible à l'étude des relations qu'à celle des structures», dans l'objectif de réunir historiens et sociologues autour de cette question et de mêler leurs perspectives.

C'est ainsi que les études présentées tentent de rendre compte d'une sociabilité informelle, c'est-à-dire ne s'exprimant pas dans l'associationnisme officiel (syndicats, sociétés de secours mutuels, etc.), mais le plus souvent au quotidien, par exemple dans les rapports de travail, de loisirs et de voisinage. Une sociabilité dont la présence est, pour l'historien, moins évidente et plus souterraine. L'étude de John Barzman – à propos de l'action collective des femmes sur les marchés du Havre contre la vie chère au début du 20^e siècle – est à ce titre exemplaire, puisque cherchant à restituer une logique de l'action spontanée au travers de documents historiques. Ce faisant, les sources apparaissent d'autant plus difficiles à récolter que la période analysée est ancienne. Ainsi, l'étude sociologique de Jean-Noël Retière sur les identités ouvrières au sein de la commune de

Lanester, et celle historique de Cécile-Anne Sibout sur la sociabilité des typographes linotypistes d'un quotidien régional de Normandie entre 1945 et 1975, paraissent les plus intéressantes quant à l'ampleur du savoir produit à propos de la sociabilité et de la culture ouvrières en ces lieux particuliers. L'importance des témoignages oraux y apparaît d'ailleurs clairement.

Une insistance particulière est portée par les différents auteurs sur la diversité des modes de sociabilité et des pratiques culturelles de la classe ouvrière qui, selon plusieurs d'entre eux, persisteraient jusqu'à nos jours, malgré leur relative invisibilité. Dans ce cadre, les auteurs opèrent une distinction entre classe ouvrière et mouvement ouvrier; l'étude de la sociabilité ouvrière étant précisément le moyen de prendre en compte cette dichotomie partielle. John Barzman estime ainsi que «c'est souvent l'enracinement de ces activités de base [i. e. l'action collective] dans des réseaux issus des relations quotidiennes, qui explique leur existence intermittente mais durable». C'est pour quoi l'action politique des ouvriers peut disparaître en temps de répression (physique, légale ou symbolique), mais peut réapparaître de manière reconnaissable quoique modifiée à l'occasion d'un renouveau de la mobilisation. Une telle hypothèse indique certainement un terrain important de recherches pour l'étude de la formation et des transformations de la classe ouvrière.

In fine, cette tentative de produire le récit de la sociabilité informelle de la classe ouvrière (du Nord de la France) apparaît louable et intéressante à plusieurs ■ 141

égards, même si l'on peut lui reprocher une trop grande diversité dans la qualité des contributions, et une difficulté à les relier entre elles. Pourtant, l'article conclusif d'Alain Leménorel tente, du point de vue de la sociabilité et de la culture ouvrière, une comparaison entre, d'une part, le patronage et l'économie sociale de la fin du 19e siècle et, d'autre part, le rôle actuel de la culture d'entreprise et des nouvelles pratiques managériales. Il espère ainsi faire se rejoindre les perspectives historique et sociologique développées précédemment, tout en cherchant à donner à son article le statut de synthèse des diverses contributions. Mais, à l'image de l'impression d'ensemble qui se dégage à la suite de la lecture de cet ouvrage, il peine toutefois à extraire une vue d'ensemble suffisamment claire et structurée de son objet d'étude.

David Muheim (Lausanne)

**BEATRIX GEISEL
KLASSE, GESCHLECHT UND RECHT
VERGLEICHENDE SOZIALHISTORISCHE
UNTERSUCHUNG DER
RECHTSBERATUNGSPRAXIS VON
FRAUEN- UND ARBEITERBEWEGUNG
(1894–1933). MIT EINEM VORWORT
VON UTE GERHARD**

NOMOS, BADEN-BADEN 1997, 415 S., FR. 89.–

«Männer haben zu allen Zeiten die Gesetze gemacht, Männer haben nicht nur über ihr Geschlecht, sondern auch über das andere zu Gericht gesessen und Urteile gefällt; es kann uns daher nicht wundern, wenn die Dinge vorwiegend nach ihren Ansichten zugeschnitten, zu ihrem Vorteil zurecht gemacht sind», so urteilte 1894 die Pfarrfrau Adele Gamper. (80) Beatrix Geisel hat ein kluges und spannendes Buch geschrieben über (Un-)Rechtserfahrungen von Frauen, über Möglichkeiten

und Strategien, bürgerliches Recht von «unten» durch individuelle Inanspruchnahme und kollektive rechtspolitische Forderungen zu verändern.

Für ihre Darstellung wählt sie eine doppelte Perspektive: Indem Geisel die Rechtsberatungspraxis sowohl der Frauen- als auch der Arbeiterbewegung untersucht, ist ihre Forschungsarbeit zugleich ein Beitrag zum Verhältnis von Klasse und Geschlecht. Dass diese Beziehung eine vielschichtige ist, Schnittstellen und Brüche aufweist, belegt etwa die je nach weiblicher Lebenslage unterschiedliche Funktion des bürgerlichen Privatrechts: «Für Ehefrauen erweist es sich primär als Zwangsmittel der Männergesellschaft, während es ledigen, gleichgestellten Frauen im Erwerbsleben umso eher denselben Schutz versprach wie ihren Brüdern, je besser sie sozial situiert waren.» (374) Angesichts solcher Widersprüche überrascht denn auch das Fazit nicht, wonach der komplexen und komplizierten Verbindung von Klassen- und Geschlechterungleichheit weder der gewerkschaftliche noch der feministische Rechtsschutz gerecht wurden: «Versagte die Politik der Arbeitersekretariate an den Grenzen des Geschlechts, so verfehlte der Frauenrechtsschutz zunehmend sein Ziel, auf der Basis gleicher Geschlechtererfahrungen die Kluft zwischen den Klassen zu überwinden.» (386)

Im ersten Teil fragt Geisel nach dem Rechtsverständnis der Frauen- und Arbeiterbewegung. Die Erörterung grundsätzlicher Fragen beider Bewegungen illustriert, auf welcher Rechtstradition die jeweiligen Beratungsinstitutionen gründeten. Die Frauenbewegung setzte sich vor allem mit dem Problem auseinander, ob und wie das Recht zur Emanzipation und Gleichstellung beitrage. Die Antworten der radikalen und gemäßigten bürgerlichen Frauen sowie der orthodoxen und reformistischen Sozialistinnen spiegeln